

# Et si les parlements prenaient la main jusqu'aux élections ?

■ Des contacts multiples seront pris cette semaine pour sortir de l'impasse. La perplexité persiste.

Éclairage Vincent Rocour

Cela va faire une semaine que Benoît Lutgen, le président du CDH, a fait valdinguer les coalitions que son parti formait avec le PS. Et c'est toujours la perplexité qui domine. La semaine dernière, il avait rencontré le chef de file du MR (Olivier Chastel) et ceux d'Ecolo (Zakia Khattabi et Patrick Dupriez). Samedi, il a vu Olivier Maingain, le patron de Défi qui, dans un premier temps, ne voyait pas très bien à quel titre ni en vertu de quelle règle Benoît Lutgen pouvait s'arroger le droit de s'ériger en "informateur".

Le contact entre les deux hommes a été assez glacial. Olivier Maingain a maintenu la ligne qu'il s'était fixée : si les humanistes débarquent le PS à cause de son implication dans pratiquement toutes les affaires récentes et se posent ainsi en chevaliers blancs, ils doivent d'abord faire le ménage dans leurs rangs. Sur le plateau de "A votre avis" (RTBF), il a même donné les noms de ceux qu'il veut voir, au moins provisoirement, mis à l'écart de la politique. Il a cité Joëlle Milquet, inculpée parce que soupçonnée d'avoir utilisé des membres de son cabinet pour sa campagne électorale. Il a aussi cité Dominique Drion, l'une des cheffes ouvrières de Publifin et toujours en poste au conseil provincial à Liège, Carlo Di Antonio, le ministre wallon de l'Environnement dont la gestion du scandale à l'Office wallon des déchets a pu prêter le flanc à la critique et Philippe Buclen sur lequel pèsent des soupçons de collusion dans le dossier de rénovation du casino de Namur. Certains y voient une façon, pour Défi, de décliner l'offre de changement d'alliance.

## Les pratiques politiques

Pris à sa propre exigence à l'égard du PS, Benoît Lutgen n'ira sans doute pas jusqu'à sacrifier les siens. Mais il va bien devoir imposer un *aggiornamento* éthique à son parti. Tant Défi qu'Ecolo dont il a besoin pour réussir un changement d'alliances font de la bonne gou-

vernance un préalable à une négociation gouvernementale. Et ils peuvent se montrer gourmands.

Car dans le même temps, le PS met les bouchées doubles sur ce terrain. Les socialistes bruxellois se sont prononcés, vendredi soir, pour un décumul total entre les fonctions de député et de bourgmestre, échevin ou président de CPAS. Ils ont aussi opté pour la gratuité des mandats dérivés de l'élu local. Des mesures impensables il y a six mois encore mais qui devraient être adoptées par l'ensemble du parti le week-end prochain lors d'un congrès extraordinaire.

Pour le PS, c'est une question de survie. Ce sera aussi un argument de vente pour tenter de se maintenir au pouvoir. Il rencontre d'ailleurs ce lundi Ecolo, décidément très courtisé, pour essayer de le convaincre de la sincérité de sa conversion aux règles de bonne gouvernance. Une course contre la montre semble désormais engagée entre PS et CDH.

## Contacts tous azimuts

Benoît Lutgen ne restera pas les bras croisés. Il verra beaucoup de monde cette semaine – dont Olivier Chastel ce lundi. Au niveau wallon, CDH et MR semblent disposés à aller vite malgré leur majorité très étriquée. A Bruxelles, c'est autrement plus complexe. Défi est indispensable au MR et au CDH. Or, on l'a vu, le parti amarante paraît peu disposé à mettre en selle son ancien partenaire de cartel. Et les partis flamands semblent tenir au PS. Dimanche, sur la VRT, la secrétaire d'Etat bruxelloise CD&V Bianca Debaets a dit soutenir la coalition actuelle. Le ministre régional Open VLD Guy Vanhengel a pour sa part marqué sa confiance "*absolue*" en Rudy Vervoort en qui il voit un vrai réformateur. Les deux hommes se connaissent, il faut dire : ils habitent tous les deux Evere.

L'hypothèse d'un axe PS-Défi-Ecolo a été soulevée. Mais elle suppose que Groen soit associé au gouvernement. Ce dont les partenaires flamands ne veulent pas entendre parler. Il se pourrait donc que le PS et le CDH soient obligés de poursuivre ensemble l'aventure gouvernementale à Bruxelles jusqu'aux prochaines élections. Auquel cas, le parlement régional devrait sans doute assurer lui-même la mise sur orbite de politiques que le gouvernement ne serait plus en mesure de prendre avec assurance.